



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre le dérèglement climatique

Question au Gouvernement n° 1951

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à M. Bastien Lachaud.

M. Bastien Lachaud. Monsieur le Premier ministre, cent multinationales sont responsables de plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre. Les 0,5 % d'ultra-riches produisent 13 % des émissions de CO₂, mais ce sont eux que vous protégez, plutôt que le climat.

La conséquence de cela est que d'ici à 2100, les océans pourraient monter de près de 2 mètres, les eaux vont s'acidifier et les événements climatiques extrêmes se multiplier. En vingt ans, le rythme de fonte des glaces de l'Antarctique a été multiplié par six. En France, 850 000 personnes devront déménager, la moitié de la Camargue sera inondée et la centrale nucléaire du Blayais sera menacée.

M. Éric Straumann. Et Fessenheim ?

M. Bastien Lachaud. Dans le monde, 1,8 million de kilomètres carrés de terre disparaîtront, provoquant des famines, des guerres et le déplacement de près de 200 millions de personnes. L'urgence climatique est aussi une urgence pour la paix !

Les animaux disparaissent : 1 million d'espèces sont menacées de disparition, la sixième extinction de masse est entamée, les oiseaux meurent et les plastiques remplacent les poissons. Vous avez refusé de taxer le kérosène, signé les accords de libre-échange « climaticides » comme l'accord économique et commercial global – CETA – avec le Canada, trahi sur le glyphosate et le chlordécone (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*), favorisé la déforestation importée et l'artificialisation des sols.

Mais Mme Loiseau promet de faire en Europe tout ce que vous refusez de faire en France. Mensonges ! Il faut sortir des traités pour planifier la transition écologique et mettre en place une écologie populaire, le protectionnisme solidaire et la règle verte, qui oblige à ne pas prélever plus de ressources que celles que la terre est capable de reconstituer. L'heure est à l'avènement d'une écologie populaire contre celle des actionnaires.

M. Bruno Millienne. Incantation !

M. Bastien Lachaud. Quand la France respectera-t-elle les accords de Paris ? Quand engagerons-nous la transition écologique ? Quand, enfin, allez-vous déclarer l'état d'urgence climatique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Éric Straumann. Et du CO2 !

M. Fabien Di Filippo. Taxeur en série !

M. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Nous pourrions nous retrouver sur le constat du dérèglement climatique ; en effet, nous sommes d'accord pour reconnaître que la situation mondiale se dégrade et qu'il faut agir. C'est la raison pour laquelle nous mettons l'accent sur la nécessité de regarder la réalité en face, avec l'appui des scientifiques. C'est pour cela que j'ai permis aux spécialistes du climat du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – GIEC – et à ceux de la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques – IPBES – de présenter leur rapport devant les sept ministres de l'environnement du G7, à Metz au début du mois.

Par ailleurs, pour agir plus fort, plus vite et plus loin pour le climat,...

M. Laurent Furst. Avec Ségolène !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...nous disons clairement les choses aux Français : il faut plus d'Europe pour faire plus pour le climat.

Puisque vous avez fait allusion aux programmes des uns et des autres pour les prochaines élections européennes – c'est, en effet, le moment d'en parler –,...

M. Sébastien Jumel. Le temps de parole de votre parti est plus que dépassé !

M. François de Rugy, ministre d'État. ...votre programme expose votre souhait de sortir des traités européens. Croyez-vous sérieusement que c'est en commençant par déconstruire l'Union européenne que nous pourrions agir plus vite pour le climat à l'échelle mondiale ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

Si nous ne voulons pas agir sur le climat à l'échelle européenne, sur quoi le ferons-nous ? J'ai lu le programme de La France insoumise (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*) : à la page 10, il est précisé que vous souhaitez instaurer un droit à la désobéissance des règles européennes. J'espère que ce programme ne sera pas appliqué, car si jamais il l'était, tout le travail sur le climat pourrait être annulé à tout moment par un seul pays ! (Mmes et MM. les députés des groupes LaREM et MODEM se lèvent et applaudissent.)

M. Laurent Furst, M. Patrick Hetzel, M. Éric Straumann et M. Guy Teissier . Debout ! Debout !

Données clés

Auteur : [M. Bastien Lachaud](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1951

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 mai 2019](#)